

Nicolas Sarkozy condamné: François Hollande «n'accepte pas les attaques répétées contre la justice»

L'ancien président a défendu l'action du Parquet national financier (PNF), cible des critiques des soutiens de Nicolas Sarkozy.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



François Hollande, ancien président de la République française. PHILIPPE DESMAZES / AFP

François Hollande n'a pas apprécié les attaques du clan Sarkozy contre le Parquet National Financier, qu'il a lui même créé. Samedi 6 avril, dans un entretien au Parisien, il a déclaré ne pas accepter «*les attaques répétées contre la justice*» après la condamnation à de la prison ferme de Nicolas Sarkozy, même s'il «*mesure ce que représente*» cette décision pour son prédécesseur à l'Élysée.

«Je mesure ce que représente pour Nicolas Sarkozy cette condamnation à la fois sur le plan humain et sur le plan politique. C'est aussi une question d'honneur compte tenu des fonctions qu'il a exercées», affirme l'ancien chef de l'État. *«En revanche ce que je n'accepte pas, ce sont les attaques répétées contre la justice et son indépendance, avec des magistrats qui sont nommément pointés du doigt»,* ajoute François Hollande, déplorant que le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti n'ait pas défendu *«immédiatement l'institution judiciaire»*.

Alors que la droite a concentré ses attaques sur le Parquet national financier (PNF), qu'elle accuse d'avoir joué un rôle politique dans le procès, l'ancien dirigeant socialiste rappelle que le jugement a été rendu *«par un tribunal indépendant après une enquête menée par le PNF, puis une instruction confiée à d'autres magistrats»*.

«Enfin les magistrats du PNF n'ont pas été choisis par moi, pas plus que par mon successeur. Ils l'ont été sur proposition du Garde des Sceaux après avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature», insiste François Hollande, qui a créé le PNF en 2013 après l'affaire Cahuzac.

«Prétendre que le PNF agirait à des fins partisans, c'est porter atteinte à l'impartialité de 18 magistrats qui travaillent en toute indépendance pour l'intérêt général», poursuit l'ex-chef de l'État. *«À ceux qui comme Mme Le Pen ou M. Mélenchon se plaignent qu'il y aurait un gouvernement des juges, je dis que le temps où les politiques étaient intouchables est révolu»,* ajoute-t-il encore.

À propos du «soutien personnel» apporté par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin à Nicolas Sarkozy, François Hollande considère qu'*«en ces circonstances»,* cela *«ne (le) heurte pas»*.

Il estime par ailleurs que la *«meilleure façon de combattre»* le Rassemblement national, *«ce n'est pas de se présenter juste comme une solution contre l'extrême droite, mais comme une solution pour le pays»*. Et juge à propos de la gauche que *«ce n'est pas la division qui est la plus inquiétante»* mais *«le fait qu'il n'y ait pas une ligne politique qui puisse s'affirmer et être capable de rassembler»* en vue de 2022.

À voir aussi - «On a une justice qui ne s'occupe plus du droit, mais qui souhaite imposer sa morale» analyse Nicolas Baverez